



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

création d'un indicateur associant lutte contre la pauvreté et transition écologique
Question au Gouvernement n° 1310

Texte de la question

CRÉATION D'UN INDICATEUR ASSOCIANT LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE

M. le président. La parole est à M. Dominique Potier, pour le groupe Socialistes et apparentés.

M. Dominique Potier. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre. La sécheresse frappe actuellement soixante départements français. Elle nous sensibilise de façon tragique à ce rapport de la FAO – Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture –, qui nous alerte sur la perte des sols et sur la baisse nutritionnelle des aliments liées au changement climatique. Il n'y a pas un jour où l'ONU ne nous alerte également sur les risques de conflits sur la planète liés à ce même changement climatique. Bref, c'est le combat de notre génération ; c'est le combat sur lequel nous serons héroïques ou pathétiques. À ce sujet, nous pouvons dire que nous n'avons pas forcément été et que nous ne sommes toujours pas à la hauteur – nous pouvons nous le dire dans un esprit de vérité, avec humilité.

Nous engageons actuellement 30 milliards dans la transition énergétique – 10 milliards pour les ménages, 10 pour les entreprises et 10 pour la puissance publique. Tous les experts disent qu'il faudrait à minima faire le double. Toute la question repose sur le partage de l'effort. Nous connaissons les pistes : le fléchage de la finance verte, comme nous l'avons fait avec nos collègues dans la loi PACTE, le « 1 euro sur 2 » de fiscalité écologique réinvesti dans la transition, ainsi que la mobilisation de moyens exceptionnels, peut-être au-delà des 3 % maastrichtiens.

Mais la question du partage est fondamentale. Je vous fais une proposition très simple, monsieur le Premier ministre : arrêtons avec la querelle des chiffres, avec les exemples que l'on se balance à la figure, comme nous l'avons vu dans le projet de loi de finances ou dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale. Sommes-nous capables, dans cette assemblée, de bâtir un indicateur associant la lutte contre la pauvreté à la lutte contre le changement climatique, un indicateur qui, par décile, nous dise le partage de l'effort ? Aujourd'hui, selon la Fondation Abbé Pierre, les 10 % de Français les plus pauvres participent proportionnellement quatre fois plus que les 10 % les plus riches : ce n'est pas acceptable si nous voulons réussir ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SOC, FI et GDR.*)

Cette lecture aura un visage dans chacune de nos circonscriptions. Les 5 % des Français les plus pauvres ont dix ans d'espérance de vie de moins que les 5 % les plus riches. Nous ne réussirons pas la transition écologique sans justice : pas de transition sans justice, pas de justice sans transition écologique ! Nous vous invitons à bâtir cet indicateur pour élever le débat entre le Gouvernement et le Parlement, et nous rassembler sur ces objectifs. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SOC, FI et GDR.*)

M. le président. La parole est à Mme la secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition

écologique et solidaire.

Mme Brune Poirson, *secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire*.
Monsieur le député, vous avez raison : la protection de l'environnement est le combat de notre génération. Par définition, il est indispensable, pour réussir ce combat, que nous embarquions absolument tout le monde, à commencer par les plus démunis. C'est ce que nous avons commencé à faire avec toute une série de mesures pour accompagner notre fiscalité et taxer davantage la pollution. Mais il faut aller bien plus loin et je vous remercie d'ailleurs d'avoir proposé un indicateur : je vous propose que nous y travaillions et y réfléchissions ensemble. Il faut aller encore plus loin dans la dynamique qui a été lancée, enclenchée par le Président de la République.

M. Olivier Faure. Laquelle ?

Mme Brune Poirson, *secrétaire d'État*. Vous l'avez dit, la transition écologique nécessitera en France, chaque année, entre 20 et 40 milliards d'euros. Ces sommes sont absolument colossales. Nous n'allons pas les demander au contribuable, parce que l'argent existe : il s'agit d'argent privé, d'investissements qui ne sont pas au bon endroit. Nous savons comment faire pour prendre cet argent et le rediriger de façon massive vers des projets qui sont bons pour la planète.

C'est ce que nous avons commencé à faire avec le *One planet summit*. Bien sûr, il a été lancé ici, à Paris, mais nous avons continué cette dynamique à New-York, devant un parterre de chefs d'État et de grands dirigeants de banques et d'institutions financières. Nous leur avons demandé de prendre leurs responsabilités et d'accompagner cette transformation. En Europe, nous sommes en train de créer le cadre institutionnel pour le faire. Alors travaillons ensemble, travaillons de concert, parce que l'investissement privé doit se mettre massivement et sans compromis totalement en faveur des investissements qui sont bons pour la planète et pour les plus pauvres. (Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)

Données clés

Auteur : [M. Dominique Potier](#)

Circonscription : Meurthe-et-Moselle (5^e circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1310

Rubrique : Climat

Ministère interrogé : Transition écologique et solidaire (Mme Poirson, SE auprès du ministre d'État)

Ministère attributaire : Transition écologique et solidaire (Mme Poirson, SE auprès du ministre d'État)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [25 octobre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [25 octobre 2018](#)